17 DEC. 1954
Bureau Coordination

MTL. L.3993/1.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 2 décembre 1953, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur l'organisation des juridictions consulaires", a donné le 6 janvier 1954 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 2e December 1953 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op de inrichting van de rechtbanken van koophandel", heeft de 6e Januari 1954 het volgend advies gegeven :

Le projet soumis au Conseil d'Etat concerne une partie de la loi d'organisation judiciaire en voie de révision complète, à savoir le chapitre III relatif aux tribunaux de commerce.

Un document publié par le Ministère de la Justice le 15 septembre 1951 (Moniteur belge 3993/1951) contenait un avant-projet de loi d'organisation judiciaire qui fut d'ailleurs soumis à l'avis du Conseil d'Etat le 11 octobre 1951. Ce projet n'a pas été déposé.

L'exposé des motifs du projet actuel indique que celui-ci doit s'inscrire dans la loi organique du 16 juin 1869 en attendant le vote d'un nouveau code de l'organisation judiciaire.

La méthode de travail prête à de sérieux inconvénients.

En effet, saisi seulement de fragments d'une législation qui devrait être élaborée selon un plan d'ensemble et des principes uniformes, le Conseil d'Etat ne peut exprimer un avis qui tienne compte de ces exigences. Une révision partielle où l'ordre des matières concernant l'organisation judiciaire n'est pas respectée trahit inévitablement le dessein que l'exposé des motifs de l'avant-projet de loi susdit exprimait en des termes heureux :

1° Réaliser les réformes essentielles demandées dans les milieux judiciaires en vue d'une meilleure administration de la justice.

.../...

2° Coordonner dans le cadre de la loi du 18 juin 1869 d'organisation judiciaire les 105 lois comprenant dans leur ensemble 428 articles, relatives à l'organisation de nos juridictions (justices de paix et tribunaux de police, tribunaux de première instance et de commerce, cours d'appel et cours d'assises, cour de casation).

En l'espèce, la coordination qui devra être réalisée sera rendue malaisée. La concordance des institutions et des textes ne pourra être assurée sur des bases méthodiques.

Déja l'exemple en est fourni par le statut des greffiers et du personnel des greffes. L'exposé des motifs du projet actuel signale que celui-ci "reprend avec quelques modifications de pure forme, les dispositions adoptées par le Sénat le 15 juillet 1953 et soumises actuellement à la Chambre des Représentants" (doc. 667).

Il en résulte :

1° un double emploi entre certaines dispositions du projet et divers textes déja votés par le Sénat;

2° des discordances de présentation;

3° le risque d'une lacune dans l'hypothèse où le projet actuellement soumis au Conseil d'Etat serait voté par les Chambres législatives avant que celles-ci n'eussent adopté "le statut des greffiers et du personnel des greffes".

En effet, le projet actuel ne contient pas les dispositions suivantes reprises au projet de loi transmis par le Sénat à la Chambre des Représentants (doc.667 précité) sous les articles 159, alinéa 3, et 163, alinéa 6, nouveaux de la loi du 18 juin 1869 :

.../...

"Dans les tribunaux de commerce, le greffe est tenu sous l'autorité du référendaire par le greffier dirigeant ou à son défaut par le greffier désigné par le référendaire. Le greffier dirigeant ou le greffier tient la plume aux assemblées générales du tribunal de commerce."

...

"Au tribunal de commerce, le président et le référendaire authentiquent par leur signature les feuilles d'audience et les jugements.".

En outre, en tant qu'il fixe le nombre des magistrats près les différents tribunaux de commerce du Royaume, le projet soumettra à nouveau aux Chambres un tableau qui, sauf quelques modifications de chiffres et une présentation différente, est identique à celui qui est annexé au projet de loi déposé au Sénat le 25 avril 1952 (Doc. Sénat 1951-1952, n°266).

Intitulé.

Le Conseil d'Etat propose de préciser dans l'intitulé la portée du projet de loi ainsi qu'il suit :

"Projet de loi modifiant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, en ce qui concerne les tribunaux de commerce, et la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.".

L'expression "juridiction consulaire" n'est pas souhaitable, en raison de l'usage qui en est fait pour qualifier les pouvoirs des consuls belges à l'étranger. Il serait donc préférable d'éviter l'emploi de l'adjectif "consulaire" dans l'intitulé.

.../...

Il y aurait lieu de remplacer également dans la suite du projet, l'expression "juridiction consulaire" par "tribunal de commerce", celle de "listes électorales consulaires" par "listes électorales pour les tribunaux de commerce", celle de "électeurs consulaires" par "électeurs pour les tribunaux de commerce", et celle de "élections consulaires" par "élections pour les tribunaux de commerce".

Article 1er du projet.

Le Conseil d'Etat propose d'adopter, pour la phrase liminaire de l'article 1er, la rédaction suivante :

"Article 1er.-

Le chapitre III du titre Ier de la loi du 18 juin 1869, modifié par les lois des 30 juillet 1881 (coordonnée par l'arrêté royal du 5 août 1881), 11 mai 1910, 13 juin 1924, 3 janvier 1925, 31 mars 1926, 29 mars 1929, 10 avril 1934, par l'arrêté royal n°303 du 30 mars 1936 et par les lois des 1er juin 1948, 14 juillet 1951 et 25 juillet 1953, est remplacé par les dispositions suivantes : ... ".

- - -

Au nouvel article 32, il y a lieu de remplacer les mots "au présent Code" par "à la présente loi". La même observation vaut pour le nouvel article 39.

- - -

.../...

Au nouvel article 33, le Conseil d'Etat propose de supprimer la dernière phrase : "et la distribution des causes est faite par le président du tribunal, comme en matière civile".

Cette addition apportée au texte ancien est inutile. La distribution des causes a lieu, en effet, conformément au règlement du tribunal.

- - -

En ce qui concerne le nouvel article 35, l'exposé des motifs précise qu'une limite d'âge est désormais fixée pour l'exercice des mandats des juges aux tribunaux de commerce.

Cette limite, fixée à 65 ans, n'est pas imposée clairement par le texte de l'article 35 qui se borne à prévoir que les juges sont rééligibles "jusqu'au moment où ils ont atteint l'âge de 65 ans".

Il se déduit littéralement de ce texte que l'âge de 65 ans ferait seulement obstacle à la réélection des juges mais qu'il n'empêcherait ni leur élection après qu'ils auraient atteint 65 ans, ni leur maintien en fonctions au delà de cet âge dans le cas où ils auraient été réélus avant de l'avoir atteint.

- - -

.../...

Il conviendrait de rédiger comme suit l'article 37 nouveau :

"Article 37.-

Sont électeurs ceux qui :

1° remplissent les conditions de l'électorat communal au 1er juillet de l'année de la revision des listes électorales pour les tribunaux de commerce;

2° ... (la suite comme au projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire en finale : "... gérant, directeur ou ...") ...

- - -

Au nouvel article 44, il y aurait lieu de remplacer les mots "conformément aux dispositions des deux derniers alinéas de l'article 18" par les mots "conformément à l'article 48".

- - -

A l'article 50 nouveau, alinéa 2, le projet prévoit que certains membres des tribunaux de commerce, élus à d'autres époques qu'à la date ordinaire fixée à l'article 43, c'est-à-dire le dernier dimanche de juin , ou qui auraient été institués après le 15 septembre qui suit leur élection, entrent en fonctions immédiatement après leur institution et leur prestation de serment.

.../...

Etant donné qu'aux termes de l'article 49 les membres des tribunaux de commerce ne sont admis à prêter serment qu'après avoir été institués par le Roi, il est inutile de maintenir les mots "après leur institution" dans l'article 50. Le Conseil d'Etat en propose la suppression.

Pour le surplus, l'article 50, alinéa 2, gagnerait à être rédigé plus simplement comme suit : "Les autres membres entrent en fonctions immédiatement après leur prestation de serment".

\- - -

Le nouvel article 51 prévoit que les référendaires sont des magistrats nommés à vie par le Roi. L'exposé des motifs, justifie cette disposition par la considération qu'étant assimilé aux juges, le référendaire doit bénéficier du privilège établi par l'article 100 de la Constitution.

Cette justification ne peut être admise. L'article 100 de la Constitution limite aux "juges" le privilège d'être nommés à vie. Or le référendaire, nonobstant la qualité de magistrat qui lui est formellement reconnue, n'est pas un juge. Le nouvel article 58 dispose, en effet, que les tribunaux de commerce forment des chambres composées d'un ou trois juges : le référendaire qui assiste toujours aux débats, prend part au délibéré avec voix consultative.

Il va de soi qu'il est loisible au législateur d'accorder au référendaire le privilège d'être nommé à vie mais cette disposition ne pourrait trouver appui dans l'article 100 de la Constitution.

.../...

Le statut nouveau des référendaires implique nécessairement la modification des articles 62, 62bis et 62ter de la loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'Ordre judiciaire et l'administration de la justice, modifiés par l'arrêté royal n° 184 du 5 juillet 1935.

La nomination à vie devrait avoir lieu sans préjudice des dispositions de la loi du 27 juillet 1867 relative à la mise à la retraite des magistrats. Il conviendrait d'adapter cette loi au statut nouveau des référendaires.

- - -

La loi ne prévoyant pas l'institution des "candidats référendaires" près le tribunal de commerce, il serait préférable de rédiger le nouvel article 52, § 1er, alinéa 2, ainsi qu'il suit :

"Le Roi peut organiser auprès des tribunaux de commerce un stage pour les candidats aux fonctions de référendaire.".

L'organisation de ce stage ne pourrait cependant entraîner la modification des conditions mises par la loi à la nomination aux fonctions de référendaire, référendaire adjoint et référendaire adjoint suppléant.

- - -

.../...

Les §§ 3 et 4 du nouvel article 55 reproduisent les dispositions du projet de loi portant revision du statut des greffiers de l'Ordre judiciaire et du personnel des greffes des cours et tribunaux voté par le Sénat et actuellement soumis à la Chambre (Doc. parl., Chambre, Session 1952-53, n°667). Mais alors que ce projet prévoit, comme condition de nomination aux fonctions de commis-greffier, la possession soit du diplôme de docteur en droit, soit d'un certificat d'études moyennes accompagné d'un examen de maturité, le présent projet supprime cette alternative.

Il en résulte que pour être nommé commis-greffier , le docteur en droit devra subir l'examen de maturité, alors qu'il peut être greffier sans autre condition de capacité.

- - -

Le texte du nouvel article 58, alinéa 2, est répété en termes à peu près identiques à l'article 149 bis nouveau introduit dans la loi du 18 juin 1869 par l'article 2 du projet.

Sans préjudice des observations qui seront faites au sujet de cet article, cette redite devra être supprimée dans le nouveau Code de l'organisation judiciaire auquel l'exposé des motifs fait allusion.

D'autre part, par l'emploi du mot "toujours", l'article 58, alinéa 2, ne tient pas compte de l'article 66 ter qui ne prévoit pas la présence du référendaire en matière d'assistance judiciaire.

- - -

.../...

Le nouvel article 61 s'inspire de l'article unique II de la loi du 25 octobre 1919. Il omet toutefois parmi les autorités dont l'avis doit être pris, le procureur général près la cour d'appel, alors que l'intervention de ce magistrat est prévue par les articles 59 et 60 nouveaux.

- - -

Il serait préférable d'omettre les articles 62 et 63, qui doivent normalement trouver leur place dans le règlement du tribunal prévu par l'article 65 nouveau.

- - -

Afin que les parties ne soient pas obligées de se présenter en personne devant le président, il y aurait lieu de compléter le nouvel article 66, alinéa 1er, ainsi qu'il suit :

"S'il s'élève des difficultés sur la distribution des affaires, les parties ou leurs conseils sont tenus de se retirer devant le président à l'heure fixée par lui.".

Cette proposition est conforme à l'article unique, V, de la loi du 25 octobre 1919.

.../...

Article 2 du projet.

Cet article insère dans le chapitre Ier du titre II de la loi du 18 juin 1869 , un paragraphe nouveau consacré aux fonctions du référendaire. Le nouvel article 149 bis proposé ne règle qu'incomplètement la matière. Il n'y est plus disposé que le référendaire fait fonction de greffier comme le prévoyait l'article 63 de la loi de 1869. L'exposé des motifs justifie cette suppression par la considération que le référendaire étant magistrat,ne peut plus avoir un rôle officiel de greffier. Une lacune subsiste ainsi, le projet n'indiquant pas qui désormais tiendra le procès-verbal de l'audience. Cette lacune a déjà été signalée.

En outre, l'article 149 bis,en fixant le statut du référendaire, omet de préciser la mission des référendaires adjoints et des référendaires adjoints suppléants. L'omission est d'autant plus sensible qu'à l'article 58 nouveau il a été prévu que le "référendaire assiste toujours aux débats et prend part au délibéré avec voix consultative". Le même article règle d'ailleurs l'intervention des juges suppléants en disposant qu'ils ne sont appelés à siéger qu'à défaut de juges effectifs.

Il s'impose donc de préciser dans l'article 149 bis que les premiers référendaires adjoints, les référendaires adjoints et les référendaires adjoints suppléants pourront remplacer le référendaire et exercer ses fonctions.

.../...

Article 4 du projet.

Dans les §§ 1er, 2 et 3, le Conseil d'Etat propose de viser les articles nouveaux insérés dans la loi de 1869 ainsi qu'il suit :

§ 1er.-"... par l'article 39 nouveau de la loi du 18 juin 1869 ...".

§ 2 .- "....par l'article 43, alinéa 2,nouveau de la même loi ...".

§ 3..- "... par l'article 55 nouveau de la même loi ...".

- - -

L'article 4, § 3, du projet déroge à titre transitoire aux règles d'aptitude énoncées au nouvel article 55 repris à l'article 1er du projet. Il prévoit, en effet, que les certificats d'études exigés ne sont pas requis des candidats à une place de greffier ou de commis-greffier qui, au moment de la publication de la loi, auront exercé pendant cinq ans au moins les fonctions de greffier, greffier adjoint, greffier surnuméraire, commis-greffier ou d'employé de greffe dans une cour, un tribunal ou une juridiction cantonale.

Le Conseil d'Etat se réfère à ce sujet à son observation énoncée au début du présent avis.

- - -

.../...

Afin d'éviter toute difficulté d'application, il y aurait lieu de rédiger le § 4 comme suit :

"§ 4. Les membres des tribunaux de commerce, les référendaires, référendaires adjoints, référendaires adjoints suppléants, les greffiers et les commis-greffiers en fonction au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont dispensés de la justification des conditions de connaissance des langues nationales, exigées pour ces fonctions.".

S'il entrait dans les intentions du Gouvernement de comprendre dans cette énumération d'autres personnes, le texte devrait être complété en conséquence.

Article 5 du projet.

Cet article soulève les observations suivantes :

1° il n'y a pas lieu d'abroger les articles dont un texte nouveau ne fait que remplacer le contenu en les maintenant dans le cadre de la loi modifiée. Le premier alinéa de l'article 5 du projet doit donc être omis;

2° en ce qui concerne la loi du 25 octobre 1919, plutôt que d'abroger l'article unique, I, II, IV, V et VII de cette loi, dans la mesure où il se rapporte aux tribunaux de commerce, il y a lieu :

.../...

a. de supprimer les mots "et les tribunaux de commerce" qui figurent dans le I;

b. d'abroger le IV;

c. de supprimer les mots "soit devant le tribunal de première instance, soit devant le tribunal de commerce" qui figurent dans le V;

d. de ne faire aucune allusion au VII, qui, en vertu de l'économie générale de la loi telle qu'elle aura été modifiée, ne sera applicable qu'aux tribunaux de première instance siégeant consulairement;

3° en ce qui concerne la loi du 13 juin 1924, le projet abroge les articles 1er à 9; cette loi contient en outre un article 10 qui est purement abrogatoire et qui adviendra sans objet en vertu de la nouvelle loi, et un article 11 qui constitue une disposition transitoire sans application actuelle. Il y a lieu d'abroger la loi du 13 juin 1924 entièrement;

4° en ce qui concerne la loi du 22 juillet 1927, il y a lieu d'abroger l'article 3, comme le fait le projet, et, en outre, l'article 5 en tant qu'il s'applique aux tribunaux de commerce;

5° il y a lieu de prévoir l'abrogation du tableau relatif aux tribunaux de commerce, annexé à la loi du 18 juin 1869 et des lois qui ont modifié le nombre des magistrats dans ces tribunaux;

6° il y a lieu de prévoir aussi la suppression des mots "un tribunal de commerce ou" dans l'article 5 de la loi du 15 novembre 1919;

.../...

7° il y aurait lieu de prévoir encore l'abrogation du tableau relatif aux tribunaux de commerce, annexé à la loi de cadenas du 3 avril 1953, si telle est l'intention du Gouvernement;

8° le projet ne fait pas allusion aux articles 10 et 12 de la loi du 31 juillet 1920, ni aux articles 1er, 2 et 5 de la loi du 2 juin 1927. Ces dispositions ne seront plus d'application à l'avenir et pourront donc être abrogées en ce qui concerne les tribunaux de commerce, mais il y aurait éventuellement lieu de prévoir des mesures transitoires quant aux droits acquis.

Compte tenu de ces diverses observations, l'article abrogatoire pourrait être rédigé comme suit :

"Article 5.-

Sont abrogés :

1° le tableau relatif aux tribunaux de commerce annexé à la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire;

2° la loi du 15 juin 1894 portant création d'une troisième chambre au tribunal de commerce d'Anvers;

3° la loi du 27 juin 1895 portant augmentation du personnel des tribunaux de commerce de Bruxelles, Gand et Liège;

4° la loi du 7 mars 1899 créant une quatrième chambre à chacun des tribunaux de commerce de Bruxelles et d'Anvers;

.../...

5° l'article 2 de la loi du 24 août 1905 portant augmentation du personnel du tribunal de première instance de Bruxelles et du personnel du tribunal de commerce de Verviers;

6° la loi du 3 août 1909 augmentant le personnel des tribunaux de commerce de Bruxelles, d'Anvers, de Gand et de Liège;

7° dans l'article 5 de la loi du 15 novembre 1918 portant augmentation des traitements des membres de l'ordre judiciaire, les mots "un tribunal de commerce ou";

8° a. dans l'article unique, I, de la loi du 25 octobre 1919 modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux, les mots "et les tribunaux de commerce";

b. le IV du même article;

c. dans le V du même article, les mots "soit devant le tribunal de première instance, soit devant le tribunal de commerce";

9° a. dans l'article 10 de la loi du 31 juillet 1920 portant augmentation des traitements des membres de l'ordre judiciaire, les mots "et de commerce";

b. dans l'article 12 de la même loi, les mots "et des tribunaux de commerce" (1);

10° la loi du 13 juin 1924 relative à l'électorat, à l'éligibilité et aux élections pour la formation des tribunaux de commerce, modifiée par les lois des 29 mars 1929 et 10 avril 1934;

---

(1) voir observation 8° ci-dessus.

.../...

11° dans les articles 1er, 2 et 5 de la loi du 2 juin 1927 revisant l'article 10 de la loi du 31 juillet 1920 et les articles 26 et 78 de la loi du 18 juin 1869 en ce qui regarde les greffiers à titre personnel, les mots "et de commerce";(1)

12° la loi du 28 juin 1927 augmentant le nombre des vice-présidents et des juges au tribunal de commerce de Bruxelles;

13° a. l'article 3 de la loi du 22 juillet 1927 modifiant les lois d'organisation judiciaire;
b. l'article 5 de la même loi en tant qu'il se rapporte aux tribunaux de commerce;

14° l'article 5 de la loi du 29 mars 1929 apportant des modifications à l'organisation judiciaire;

15° les articles 6, 7, 8 et 9 de la loi du 29 juin 1929 sur l'assistance judiciaire et la procédure gratuite en tant qu'ils se rapportent aux tribunaux de commerce, les autres dispositions de cette loi restant toutefois applicables à ces tribunaux;

16° le tableau relatif aux tribunaux de commerce annexé à la loi d'organisation judiciaire du 3 avril 1953. (2)".

---

(1) voir observation 8° ci-dessus.
(2) voir observation 7° ci-dessus.

Het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp heeft betrekking op een gedeelte van de wet betreffende de rechterlijke inrichting, welke volledig zal worden herzien, namelijk op hoofdstuk III, aangaande de rechtbanken van koophandel.

Een door het Ministerie van Justitie op 15 September 1951 uitgegeven document (Belgisch Staatsblad 3993/1951) bevatte een voorontwerp van wet betreffende de rechterlijke inrichting. Hierover werd op 11 October 1951 het advies van de Raad van State gevraagd. Tot dusver is dit ontwerp niet neergelegd.

Het huidige ontwerp is, volgens de memorie van toelichting, bestemd om deel uit te maken van de organieke wet van 16 Juni 1869, in afwachting dat een nieuw Wetboek der rechterlijke inrichting wordt goedgekeurd.

Aan zodanige werkwijze zijn ernstige bezwaren verbonden.

Uitsluitend geraadpleegd over fragmenten van een wetgeving, welke volgens een algemeen plan en volgens uniforme beginselen dient te worden uitgewerkt, is het de Raad van State onmogelijk, in zijn advies met deze eisen rekening te houden. Een gedeeltelijke herziening, waarbij geen acht wordt geslagen op de ordening van de betreffende materie, wijkt onvermijdelijk af van hetgeen de memorie van toelichting in gelukkige bewoordingen als het opzet van het voornoemde voorontwerp van wet heeft omschreven :

.../...

1° Het verwezenlijken van de essentiële hervormingen die met het oog op een betere rechtsbedeling in de rechterlijke milieu's worden gevraagd.

2° Het samenschakelen, in het kader der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting, van de 105 wetten, die in hun geheel 428 artikelen behelzen en betrekking hebben op de inrichting van onze rechtscolleges (vredegerechten en politierechtbanken, rechtbanken van eerste aanleg en van koophandel, hoven van beroep en hoven van assisen, hof van verbreking).

De coördinatie met name zal moeilijk te verwezenlijken zijn. Het zal niet mogelijk zijn, op methodische wijze instellingen en teksten te doen overeenstemmen.

Een voorbeeld daarvan is reeds het statuut van de griffiers en van het personeel der griffies. De memorie van toelichting verklaart, dat het huidige ontwerp "behoudens enkele loutere vormwijzigingen de bepalingen overneemt die de Senaat op 15 Juli 1953 heeft goedgekeurd en die thans aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers zijn voorgelegd"(doc. 667).

Als gevolg hiervan :

1° zijn sommige bepalingen van het ontwerp herhalingen van reeds door de Senaat goedgekeurde teksten;

2° stemmen vorm en inkleding niet geheel overeen;

3° kan een leemte ontstaan ingeval de Wetgevende Kamers het onderhavige ontwerp vóór "het statuut van de griffiers en van het personeel der griffies" mochten goedkeuren.

.../...

In het voorgelegde ontwerp toch ontbreken de volgende bepalingen, die in het ontwerp van wet, dat door de Senaat aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers (voormeld doc. 667) is overgemaakt, voorkomen onder de nieuwe artikelen 159, derde lid, en 163, zesde lid, van de wet van 18 Juni 1869:

"In de rechtbanken van koophandel wordt de griffie, onder het gezag van de referendaris, gehouden door de leidende griffier of, bij dezes ontstentenis, door de griffier daartoe door de referendaris aangewezen. De leidende griffier voert de pen op de algemene vergaderingen van de rechtbank van koophandel.

In de rechtbank van koophandel waarmerken de voorzitter en de referendaris de zittingsbladen en de vonnissen met hun handtekening.".

Voor het vaststellen van het getal der magistraten bij de verschillende rechtbanken van koophandel van het Rijk zal het ontwerp bovendien aan de Kamers een nieuwe tabel voorleggen, welke, op enkele gewijzigde cijfers na en met enig verschil in de vorm, identiek zal zijn met de tabel welke gevoegd was bij het op 25 April 1952 in de Senaat neergelegde ontwerp van wet (Doc. Senaat 1951-1952, nr 266).

.../...

Opschrift.

De Raad van State stelt voor, de strekking van het ontwerp van wet in het opschrift als volgt te omschrijven :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wat betreft de rechtbanken van koophandel, en van de wet van 15 Juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.".

De Franse uitdrukking "juridiction consulaire" is niet gelukkig gekozen, aangezien zij doorgaans gebruikt wordt voor de bevoegdheid van de Belgische consuls in het buitenland. Derhalve ware het adjectief "consulaire" in het opschrift te vermijden.

In de tekst zelf van het ontwerp zouden voorts de uitdrukkingen "juridiction consulaire", "listes électorales consulaires", "électeurs consulaires" en "élections consulaires", onderscheidenlijk moeten worden vervangen door "tribunal de commerce","listes électorales pour les tribunaux de commerce", "électeurs pour les tribunaux de commerce" en "élections pour les tribunaux de commerce".

Artikel 1 van het ontwerp.

De Raad van State beveelt voor het inleidend gedeelte van artikel 1 de volgende lezing aan :

.../...

"Artikel 1.-

Hoofdstuk III van titel I van de wet van 18 Juni 1869, zoals het is gewijzigd bij de wetten van 30 Juli 1881 (gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 5 Augustus 1881), 11 Mei 1910, 13 Juni 1924, 3 Januari 1925, 31 Maart 1926, 29 Maart 1929, 10 April 1934, bij het koninklijk besluit nr 303 van 30 Maart 1936 en bij de wetten van 1 Juni 1948, 14 Juli 1951 en 25 Juli 1953, wordt door de volgende bepalingen vervangen : ...".

- - -

In het nieuwe artikel 32 moeten de woorden "bij dit Wetboek" worden vervangen door : "bij deze wet". Dezelfde opmerking geldt voor het nieuwe artikel 39.

- - -

In het nieuwe artikel 33, ware het laatste zindeel : "en de toedeling der zaken wordt zoals in burgerlijke zaken gedaan door de voorzitter van de rechtbank" te schrappen.

Deze toevoeging aan de vroegere tekst is overbodig. De zaken worden immers overeenkomstig het reglement van de rechtbank "toegedeeld".

- - -

.../...

In verband met het nieuwe artikel 35 verklaart de memorie van toelichting, dat voortaan een leeftijdsgrens wordt bepaald voor de uitoefening van het mandaat van rechter bij de rechtbanken van koophandel.

Deze op 65 jaar vastgestelde grens is niet duidelijk voorgeschreven in de tekst van artikel 35, welke slechts bepaalt dat de rechters "herkiesbaar zijn tot dat zij 65 jaar oud zijn.".

Letterlijk is die tekst zo te verstaan, dat de leeftijd van 65 jaar alleen de herkiezing van de rechters in de weg staat, maar niet behoeft te verhinderen dat zij na hun 65e jaar kunnen worden verkozen, of in dienst kunnen blijven ingeval zij vóór die leeftijd zijn herkozen.

- - -

Voor het nieuw artikel 37 wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Artikel 37.-

Kiesbevoegd is al wie :

1° op 1 Juli van het jaar van de herziening der kiezerslijsten voor de rechtbanken van koophandel, voldoet aan de vereisten van kiesbevoegdheid voor de gemeente;

2° ... (voorts zoals in het ontwerp van de Regering, mits op het einde van de Franse tekst te lezen : "... gérant, directeur ou ...") ...".

- - -

.../...

In het nieuwe artikel 44 leze men "overeenkomstig artikel 48" in plaats van "overeenkomstig het bepaalde in de laatste twee leden van artikel 18".

- - -

Het nieuwe artikel 50, tweede lid, bepaalt, dat sommige leden van de rechtbanken van koophandel, die verkozen zijn op andere tijdstippen dan de in artikel 43 vastgestelde gewone datum, dit is de laatste Zondag van Juni, of die na de 15de September volgend op hun verkiezing zijn aangesteld, hun ambt onmiddellijk na hun aanstelling en hun eedaflegging aanvaarden.

Daar de leden van de rechtbanken van koophandel krachtens artikel 49 eerst na door de Koning te zijn aangesteld, tot de eedaflegging worden toegelaten, is het overbodig in artikel 50 de woorden "na hun aanstelling" te behouden. De Raad van State stelt voor, ze te schrappen.

Bovendien kan artikel 50, tweede lid, eenvoudiger worden gelezen als volgt : "De overige leden aanvaarden hun ambt onmiddellijk na hun eedaflegging".

- - -

Volgens het nieuwe artikel 51 zijn de referendarissen magistraten die de Koning voor het leven benoemt. Deze bepaling wordt in de memorie van toelichting hierdoor verantwoord, dat de referendaris met de rechter is gelijkgesteld en dus het bij artikel 100 van de Grondwet ingestelde voorrecht moet genieten.

.../...

Deze verantwoording is onaanvaardbaar. Artikel 100 van de Grondwet beperkt het voorrecht van een benoeming voor het leven tot de "rechters". De referendaris nu is geen rechter, ondanks de hem formeel toegekende hoedanigheid van magistraat. Het nieuwe artikel 58 bepaalt immers, dat de rechtbanken van koophandel kamers vormen, welke uit één of drie rechters bestaan; de referendaris woont altijd de debatten bij en neemt met raadgevende stem aan de beraadslaging deel.

Natuurlijk staat het de wetgever vrij, aan de referendaris het voorrecht van de benoeming voor het leven te verlenen, maar in artikel 100 van de Grondwet kan zodanige bepaling onmogelijk steun vinden.

Het nieuwe statuut van de referendarissen impliceert noodzakelijk een wijziging van de artikelen 62, 62bis en 62ter van de wet van 20 April 1810 op de rechterlijke inrichting en het beleid der justitie, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 184 van 5 Juli 1935.

De benoeming voor het leven zou moeten plaats hebben, onverminderd het bepaalde in de wet van 27 Juli 1867 betreffende de inrustestelling van de magistraten. Deze wet dient aan het nieuwe statuut van de referendarissen te worden aangepast.

\- - -

Daar de wet het ambt van candidaat-referandaris bij de rechtbank van koophandel niet kent, ware het verkieslijk het nieuwe artikel 52, § 1, tweede lid, te stellen als volgt :

"De Koning kan bij de rechtbanken van koophandel een stage inrichten ten behoeve van de candidaten voor het ambt van referendaris.

Het inrichten van deze stage mag evenwel niet leiden tot wijziging van de bij de wet gestelde eisen om tot referendaris, adjunct-referendaris en plaatsvervangend adjunct-referendaris te worden benoemd.

In de §§ 3 en 4 van het nieuwe artikel 55 zijn bepalingen overgenomen uit een door de Senaat goedgekeurd en thans aan de Kamer voorgelegd ontwerp van wet tot herziening van het statuut van de griffiers der Rechterlijke Orde en van het personeel der griffies van hoven en rechtbanken (Parl.Doc., Kamer, zitting 1952-53, nr 667). Terwijl echter dat ontwerp of wel het diploma van doctor in de rechten of wel een getuigschrift van middelbare studiën en een maturiteitsexamen eist voor een benoeming tot griffiersklerk, kent het huidige ontwerp niet langer dit alternatief.

Hieruit volgt, dat een doctor in de rechten een maturiteitsexamen zal hebben af te leggen om tot griffiersklerk te worden benoemd, terwijl hij griffier kan worden zonder aan andere bekwaamheidsvereisten te moeten voldoen.

- - -

De tekst van het nieuwe artikel 58, tweede lid, wordt nagenoeg in dezelfde bewoordingen herhaald onder het nieuwe artikel 149 bis, dat door artikel 2 van het ontwerp wordt ingevoegd in de wet van 18 Juni 1869.

Onverminderd de verder te maken opmerkingen over hetzelfde artikel, zal deze herhaling uit het nieuwe door de memorie van toelichting in het vooruitzicht gestelde Wetboek der rechterlijke inrichting moeten worden geschrapt.

.../...

Voorts houdt artikel 58, tweede lid, wanneer het het woord "altijd" gebruikt, geen rekening met artikel 66 ter, dat de aanwezigheid van de referendaris in zaken van rechtsbijstand niet vereist.

- - -

Het nieuwe artikel 61 is gesteld naar het voorbeeld van het enig artikel, II, van de wet van 25 October 1919. Het verzuimt evenwel onder de overheden wier advies moet worden ingewonnen de procureur-generaal bij het hof van beroep te vermelden, terwijl het advies van deze magistraat voorgeschreven wordt bij de nieuwe artikelen 59 en 60.

- - -

Het ware verkieslijk, de artikelen 62 en 63 weg te laten ; hun normale plaats is in het reglement van de rechtbank waarvan sprake in het nieuw artikel 65.

- - -

Om partijen niet te verplichten, persoonlijk voor de voorzitter te verschijnen, zou het nieuwe artikel 66 moeten worden aangevuld als volgt :

"Ontstaan er moeilijkheden omtrent de toedeling der zaken, dan zijn partijen of hun raadslieden gehouden zich bij de voorzitter te vervoegen op het door hem bepaalde uur.".

Dit voorstel is in overeenstemming met het enig artikel, V, van de wet van 25 October 1919.

.../...

Artikel 2 van het ontwerp.

Dit artikel voegt in hoofdstuk I van titel II van de wet van 18 Juni 1869 een nieuwe paragraaf in die betrekking heeft op het ambt van referendaris. Het voorgestelde nieuwe artikel 149 bis regelt de materie slechts voor een deel. Er wordt niet meer bepaald, zoals in artikel 63 van de wet van 1869, dat de referendaris de ambtsplichten van griffier waarneemt. Ter verantwoording hiervoor merkt de memorie van toelichting op, dat de referendaris, aangezien hij een magistraat is, niet langer de taak van griffier kan uitoefenen. Een leemte, waarop reeds de aandacht is gevestigd, blijft aldus bestaan, vermits het ontwerp niet zegt, wie voortaan proces-verbaal van de terechtzitting zal opmaken.

Voorts blijft artikel 149 bis, bij de vaststelling van het statuut van de referendaris, in gebreke de taak van de adjunct-referendarissen en van de plaatsvervangende adjunct-referendarissen te omschrijven. Dit verzuim valt des te meer op daar het nieuwe artikel 58 bepaalt : "de referendaris woont altijd de debatten bij en neemt aan de beraadslaging deel met raadgevende stem". Hetzelfde artikel regelt trouwens het optreden van de plaatsvervangende rechters door te bepalen, dat zij alleen bij ontstentenis van werkelijke rechters ter zitting komen.

Artikel 149 bis dient dus nader te bepalen, dat de eerste adjunct-referendarissen, de adjunct-referendarissen en de plaatsvervangende adjunct-referendarissen de referendaris kunnen vervangen en zijn ambt waarnemen.

.../...

Artikel 4 van het ontwerp.

In de §§ 1, 2 en 3 stelt de Raad van State voor, naar de in de wet van 1869 ingevoegde nieuwe artikelen te verwijzen als volgt :

§ 1.-"... in het nieuwe artikel 39 van de wet van 18 Juni 1869 ...".

§ 2.-"... in het nieuwe artikel 43, tweede lid, van dezelfde wet ...".

§ 3.-"... bij het nieuwe artikel 55 van dezelfde wet vereist ...".

- - -

Artikel 4, § 3, van het ontwerp wijkt bij wijze van overgangsmaatregel af van de bekwaamheidsvereisten die vastgesteld zijn in het nieuwe onder artikel 1 van het ontwerp opgenomen artikel 55. Het bepaalt toch dat de vereiste getuigschriften van gedane studiën niet moeten worden overgelegd door de candidaten voor een betrekking van griffier of van griffiersklerk die bij de bekendmaking van de wet gedurende ten minste vijf jaar het ambt van griffier, afjunct-griffier, bovenallig griffier, griffiersklerk of griffiebediende bij een hof, een rechtbank of een kantongerecht hebben uitgeoefend.

.../...

De Raad van State moge in verband hiermede verwijzen naar zijn opmerking vooraan in zijn advies.

- - -

Om alle moeilijkheden bij de toepassing uit de weg te gaan, ware § 4 als volgt te lezen :

"§ 4. De leden van de rechtbanken van koophandel, de referendarissen, de adjunct-referendarissen, de plaatsvervangende adjunct-referendarissen, de griffiers en de griffiersklerken, die bij de inwerkingtreding van deze wet in dienst zijn, hoeven het bewijs dat zij de voor die ambten vereiste kennis der landstalen bezitten niet te leveren.".

Mocht de Regering de bedoeling hebben nog andere personen aan deze opsomming toe te voegen, dan moet de tekst dienovereenkomstig worden aangevuld.

Artikel 5 van het ontwerp.

Bij dit artikel zijn de volgende opmerkingen te maken :

1° de artikelen waarvan een nieuwe tekst slechts de inhoud vervangt binnen het raam van de gewijzigde wet, hoeven niet te worden opgeheven. Het eerste lid van artikel 5 van het ontwerp moet derhalve vervallen;

2° in plaats van het enig artikel, I, II, IV, V en VII van de wet van 25 October 1919 op te heffen in zover het betrekking heeft op de rechtbanken van koophandel ware het beter :

.../...

a. de woorden "en de rechtbanken van koophandel" in I te schrappen;

b. IV op te heffen;

c. de woorden "hetzij voor de rechtbank van eersten aanleg, hetzij voor de rechtbank van koophandel" in V te schrappen;

d. geen gewag te maken van VII, aangezien het, volgens de algemene economie van de wet zoals deze zal zijn gewijzigd, nog alleen zal gelden ten aanzien van de als rechtbanken van koophandel optredende rechtbanken van eerste aanleg;

3° het ontwerp heft de artikelen 1 tot 9 van de wet van 23 Juni 1924 op; deze wet behelst nog een artikel 10 dat zuiver een opheffingsartikel is en ingevolge de nieuwe wet alle bestaansreden zal verliezen, en een artikel 11 dat een overgangsbepaling is welke thans niet toepasselijk is. De wet van 13 Juni 1924 dient derhalve in haar geheel te worden opgeheven;

4° van de wet van 22 Juli 1927 moeten worden opgeheven artikel 3, zoals in het ontwerp is gedaan, en voorts artikel 5 in zover het geldt ten aanzien van de rechtbanken van koophandel;

5° ook moeten worden opgeheven de bij de wet van 18 Juni 1869 gevoegde tabel betreffende de rechtbanken van koophandel, en de wetten tot wijziging van het aantal magistraten bij deze rechtbanken;

6° verder dienen de woorden "bij eene rechtbank van koophandel of" uit artikel 5 van de wet van 15 November 1918 te worden geschrapt;

.../...

7° tenslotte moet nog, voor zover zulks in de bedoeling van de Regering mocht liggen, de bij de grendelwet van 3 April 1953 gevoegde tabel betreffende de rechtbanken van koophandel, worden opgeheven;

8° het ontwerp zegt niets over de artikelen 10 en 12 van de wet van 31 Juli 1920, noch over de artikelen 1, 2 en 5 van de wet van 2 Juni 1927. Ten aanzien van de rechtbanken van koophandel zullen deze artikelen voortaan geen toepassing meer vinden, zodat zij kunnen worden opgeheven. Wat de verkregen rechten betreft, moeten evenwel eventueel overgangsmaatregelen worden getroffen.

Met inachtneming van al deze opmerkingen, kan het opheffingsartikel als volgt worden gelezen :

"Artikel 5.-

Opgeheven worden :

1° de tabel betreffende de rechtbanken van koophandel gevoegd bij de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting;

2° de wet van 15 Juni 1894 tot oprichting van een derde kamer bij de rechtbank van koophandel te Antwerpen;

3° de wet van 27 Juni 1895 houdende vermeerdering van het personeel der rechtbanken van koophandel te Brussel, Gent en Luik;

4° de wet van 7 Maart 1899 tot oprichting van een vierde kamer bij elk van de rechtbanken van koophandel te Brussel en te Antwerpen;

.../...

5° artikel 2 van de wet van 24 Augustus 1905 tot vermeerdering van het personeel der rechtbank van eerste aanleg te Brussel en van het personeel der rechtbank van koophandel te Verviers;

6° de wet van 3 Augustus 1909 tot versterking van het personeel der rechtbanken van koophandel te Brussel, Antwerpen, Gent en Luik;

7° in artikel 5 van de wet van 15 November 1918 houdende verhoging van de wedden der leden van de rechterlijke stand, de woorden "bij elke rechtbank van koophandel of";

8° a. in het enig artikel, I, van de wet van 25 October 1919 tot tijdelijke wijziging van de rechterlijke inrichting en van de rechtspleging voor de hoven en rechtbanken, de woorden "en de rechtbanken van koophandel";

b. IV van hetzelfde artikel;

c. in V van hetzelfde artikel, de woorden "hetzij voor de rechtbank van eersten aanleg, hetzij voor de rechtbank van koophandel";

9° a. in artikel 10 van de wet van 31 Juli 1920 tot verhoging van de bezoldiging der leden van de rechterlijke orde, de woorden "en van koophandel";

b. in artikel 12 van dezelfde wet, de woorden "en van de rechtbanken van koophandel" (1);

- -

(1) zie opmerking 8° hierboven.

10° de wet van 13 Juni 1924 betreffende het kiesrecht, de verkiesbaarheid en de verkiezingen met het oog op de samenstelling der rechtbanken van koophandel, gewijzigd bij de wetten van 29 Maart 1929 en 10 April 1934;

11° in de artikelen 1, 2 en 5 van de wet van 2 Juni 1927 tot herziening van artikel 10 van de wet van 31 Juli 1920 en van de artikelen 26 en 78 van de wet van 18 Juni 1869 wat betreft de griffiers te persoonlijken titel, de woorden ""en van koophandel" (1)

12° de wet van 28 Juni 1927 tot vermeerdering van het aantal ondervoorzitters en rechters in de rechtbank van koophandel te Brussel;

13° a. artikel 3 van de wet van 22 Juli 1927 tot wijziging van de wetten op de rechterlijke inrichting;

b. artikel 5 van dezelfde wet in zover het betrekking heeft op de rechtbanken van koophandel;

14° artikel 5 van de wet van 29 Maart 1929 tot wijziging van de rechterlijke inrichting;

15° de artikelen 6, 7, 8 en 9 van de wet van 29 Juni 1929 betreffende de gerechtelijke bijstand en de toelating om kosteloos te procederen, in zover zij betrekking hebben op de rechtbanken van koophandel, met dien verstande dat de overige bepalingen van genoemde wet op deze rechtbanken van toepassing blijven;

---

(1) Zie opmerking 8° hierboven.

16° de tabel betreffende de rechtbanken van koophandel, gevoegd bij de wet betreffende de rechterlijke inrichting. (1)

---

(1) Zie opmerking 7° hierboven.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président,

M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
CH.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

De heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Justice.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Justitie.

Le 1954.

De 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.